

Il y aura toujours une crise

derrière laquelle se cacher

Ils sont bien venus, les représentants de nos institutions à cette journée des associations de familles d'accueil de l'AWIPH (Agence Wallonne pour l'Intégration de la Personne Handicapée) ce 3 novembre dernier à La Marlagne, Wépion sur le thème du **Lien** .

Ils étaient tous là, représentants de la communauté française, de la région wallonne, des SAJ (Services d'Aide à la Jeunesse), de l'ONE (Office de la Naissance et de l'Enfance), de l'AWIPH et le Délégué général aux Droits de l'Enfant.

Après la matinée de conférence de Jean-François Chicoine dont nous parlerons plus loin, après les différents ateliers de l'après-midi dont nous parlerons aussi, il ont parlé, eux.

Mais que nous ont-ils dit ? Après ces échanges très riches sur la construction psychique des enfants et sur ce qu'il fallait mettre en œuvre pour y arriver, nos représentants nous ont parlé de leurs difficultés, de leurs peurs de ce qu'ils ne pouvaient mettre en œuvre eux. Mais ils ont parlé très peu de nos enfants. Leurs difficultés et leurs peurs de se parler d'un service à l'autre – plusieurs en ont parlé – annonçant même parfois comme réussite l'ouverture d'une porte au bout de dix ans !

Les peurs de la relation : n'était-ce pas un des problèmes évoqué au cours de la journée, un des problèmes fondamentaux de nos enfants : la peur d'entrer en relation et donc de risquer un conflit, une rupture ?

Oui, mais ceux qui en parlaient pour eux étaient les représentants des institutions qui ont pour mission d'aider nos enfants. Dix ans pour faire un pas d'un service à l'autre, oser entrer en conflit territorial avec des collègues pour se parler de leur travail commun ! Et ils trouvaient que c'était un pas en avant ! Bien plus, ils nous annonçaient tout cela d'un petit ton ironique, ce petit ton rigolard que peut prendre un enfant en classe quand il n'a pas appris sa leçon et que, bardaf, c'est justement lui qui est interrogé devant tout le monde.

Mais ce n'était pas drôle. L'auditoire - professionnels et parents - était médusé. C'est donc avec ces peurs-là que nous allons construire la sécurité interne de nos enfants ? La base de leur psychisme et de leur sociabilité ? N'y aurait-il pas urgence à commencer par celle des représentants des institutions ?

On nous parlait de « maillage », de « transversalité » et même « de transversalité en interne » ! (Sans rire, j'ai noté !) Qu'en termes biscornus ces pauvres choses sont dites ! La complexité des mots n'a jamais rempli le vide d'une situation. Les représentants de nos institutions nous apprenaient qu'en fait, aucun d'eux ne savait vraiment de quoi il s'agissait ni vers où aller. Sinon, ce charabia n'aurait pas eu lieu. Et si « ce qui se conçoit bien s'énonce clairement », nous découvrons clairement que rien n'était bien conçu au sein de nos institutions. Ni les besoins des enfants, ni les moyens à mettre en œuvre pour y répondre. Que dès lors nos enfants en difficultés n'ont pas plus à attendre de l'avenir qu'ils n'ont reçu du passé ou qu'ils ne reçoivent du présent de ces institutions .

Et pourtant, elles tournent ! Affligeant !

Plusieurs des représentants ont avancé la crise. Comme excuse. Cette merveilleuse crise qui répond maintenant de tous les blocages institutionnels comme la panne informatique répond de toutes les lenteurs administratives. Mais la crise, elle, a juste un an. Allons, 14 mois. Les problèmes de nos enfants, ils ont 10 ans, 20 ans et bien plus. Ah oui, mais avant il y a eu d'autres crises. Forcément, il y en a tout le temps, c'est même une composante habituelle de la vie.

Il y aura toujours des crises et c'est là-dedans que nous élevons nos enfants, qu'ils grandissent et c'est là-dedans qu'il faut les aider à dépasser leurs difficultés. C'est aussi dans ces crises que nos institutions doivent faire leur travail. Personne n'y échappe.

Il n'y a pas d'argent ! Mais la première question : « pour quoi faire ? » n'a même pas été posée. Alors comment savoir s'il en faut et combien. Avant de parler budget, il faudrait parler du projet nécessaire. Pour chercher l'argent nécessaire, il faudrait que la construction (et quand il le faut, la reconstruction) de nos enfants soit reconnue prioritaire. Prioritaire la génération future ? C'est quoi ce délire ?

C'est pourtant là que nous sommes. J'ai hésité à écrire cet éditorial sous forme de pamphlet. A première vue, il est plus urgent pour nous d'approfondir la compréhension de nos enfants dans des situations précises. C'est notre rôle de parents. Mais notre rôle de parents ne peut se concrétiser uniquement dans la sphère privée intime ni sans le soutien de la société et de ses institutions.

La famille, ses enfants, sont parties constituantes de cette société. Des parents correctement soutenus dans les difficultés particulières ; des intervenants bien formés et en suffisance ; des institutions capables d'encadrer les enfants dans la cohérence de leur construction psychique, cela relève des décisions de nos institutions politiques.

Pour que ces institutions s'éveillent à la réalité de nos enfants et prennent leurs responsabilités nous devons être là. Nous ne devons rien attendre d'elles mais aller vers elles en leur expliquant clairement les buts que nous devons atteindre. Il s'agit de la génération future et le monde qui lui est offert est bien complexe.

Nous devons donc rappeler à nos institutions que nos enfants ne sont pas là pour donner un alibi à leur existence, leur permettre de ronronner en se parlant de crise et de transversalité, que les problèmes de nos enfants ne doivent pas correspondre aux capacités des administrations et institutions existantes mais que ce sont à ces administrations et institutions, et à ceux qui y travaillent, à s'adapter - et rapidement - pour répondre aux besoins spécifiques de nos enfants. C'est la raison de leur existence, c'est le sens de leur mission. Et c'est à nous à leur rappeler.

Pour cela, il est important de construire une association de parents forte, capable de donner suffisamment de voix pour être entendue, capable de définir les objectifs et moyens de construction de la sécurité interne de nos enfants, capable aussi d'entrer en relation avec les professionnels de l'enfance pour être en force devant nos mandants et leur expliquer ce dont nos enfants ont vraiment besoin pour grandir dans ce monde-ci avec leurs difficultés propres.

C'est une responsabilité parentale tout autant que les soins quotidiens à leur apporter. Et c'est bien lourd dans les difficultés que vivent les familles d'un enfant souffrant de Troubles de l'Attachement et celles dont il était particulièrement question ce jour à La Marlagne, les familles d'accueil d'un enfant handicapé. Mais nous ne recevrons rien de nos institutions si nous ne les réveillons pas et si nous ne leur présentons pas clairement les buts à atteindre et les moyens indispensables pour y parvenir.

Malgré nos difficultés quotidiennes, nous devons utiliser notre association pour y apporter toutes nos connaissances acquises dans les luttes que nous menons au jour le jour pour nos enfants, pour y approfondir nos connaissances générales sur ce problème et arriver ensemble à définir les besoins particuliers de nos enfants pour les présenter aux représentants de nos institutions.

Nous ne pouvons pas attendre qu'ils les découvrent, les devinent ou simplement nous comprennent.

C'est une des missions de PETALES, définie dès nos premiers statuts en 2001.

Pour remplir cette mission, chaque parent est indispensable.

Bernadette Nicolas